



84 - VAUCLUSE

CTSD du 06 septembre 2022

Madame la Directrice académique,
Mesdames, Messieurs les membres du CTSD

La rentrée scolaire 2022 s'opère dans un contexte sanitaire plus apaisé que les deux précédentes mais notre système éducatif a été durablement affaibli par la pandémie COVID et par 5 ans de mise en tension de l'ensemble du système et d'une rupture de confiance entre les personnels et leur ministre.

Le pouvoir d'achat est la préoccupation première de nos collègues, dont 9 sur 10 estiment que leur rémunération n'est pas à la hauteur de leur qualification, d'après notre baromètre des métiers de l'éducation.

Cette confiance a été ébranlée dans les dernières années par une méthode de management et de communication ministérielle qui mettait tous les niveaux du système en porte-à-faux avec l'opinion publique. La nomination d'un nouveau ministre annonçait un style différent et doit aussi être un changement de méthode. Notre fédération sera attentive au caractère durable de ce changement de ton.

Dans un contexte global anxiogène, la société attend beaucoup de l'Éducation. Mais comment être à la hauteur de la transition numérique et de la transition écologique qui changent le monde, quand l'attractivité des métiers de l'éducation est en question ? La revalorisation des métiers de l'éducation est annoncée régulièrement mais la France reste mal classée dans les comparaisons internationales qui traitent des rémunérations. Comment alors attirer les étudiant·es vers la formation d'enseignant·es et de personnels éducatifs dont la responsabilité sera si cruciale pour assurer ces transitions ? Sans volonté politique forte, voire, sans courage et sans moyens à la hauteur des besoins, comment faire avancer la mixité sociale et une inclusion de qualité et sans souffrance au sein de notre système éducatif ? Notre fédération invite fortement le nouveau ministre à avancer sur ces chantiers essentiels pour notre École.

La question de l'attractivité doit être appréhendée globalement et intégrer le besoin d'une revalorisation importante de tous les métiers ainsi que la qualité de vie au travail, la formation et le développement professionnel pour redonner du sens à nos métiers. Il faut nous en donner les moyens et créer l'envie ; l'envie de travailler dans les métiers de l'Éducation, de la Recherche et de la Culture, l'envie de participer à un projet commun pour réduire les inégalités scolaires et sociales et pour construire un avenir meilleur prenant en compte les enjeux du dérèglement climatique.

Dans cette perspective, l'UNSA Éducation veut porter un discours positif pour l'avenir de notre système éducatif, dont le fonctionnement quotidien s'appuie sur l'engagement sans faille de ses agents et de ses agentes. Ce dévouement est la première force de notre École : pour le soutenir et pour assurer une éducation de qualité sur tous les territoires, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui quand tant de postes n'ont pas été pourvus pour cette rentrée, les lieux communs et les annonces sans lendemain ne sont plus possibles. L'UNSA Éducation demande à ce qu'on prenne le temps d'écouter les personnels et leurs représentant·es pour construire des réponses durables pour notre système éducatif.

Sur la démarche d'évaluation des écoles, elle doit avoir du sens pour les équipes et s'inscrire dans une démarche d'amélioration du Service public d'éducation. Le cadre d'évaluation peut permettre aux équipes de porter une analyse réflexive sur leur action éducative, mais cela demande une fois de plus un important travail d'investissement des personnels parmi une foule de missions qui ne cessent de s'alourdir.

Il est indispensable que les équipes disposent de moyens et de modalités de mise en œuvre favorables au travail collectif, et que ces évaluations débouchent sur des actions concrètes comme des formations et des moyens supplémentaires.

Concernant le département, l'UNSA Éducation souhaite la bienvenue aux nouveaux personnels de l'éducation, dont les IENs, en espérant garder un espace de dialogue dont l'objectif reste le même : améliorer les conditions d'accueil des élèves et les conditions de travail des personnels de l'éducation du Vaucluse.

Concernant la carte scolaire, outre les situations précises que nous aborderons, de nombreux seuils semblent dépassés et la norme semble se confirmer, ce que nous déplorons. De plus, nous ne pouvons toujours pas et ne pourrons jamais cautionner les classes dédoublées en « co-enseignement » dans une seule salle avec 30 – 31 élèves d'éducation prioritaire, et 2 adultes voire plus (enseignants, ATSEM, AESH ...) ! **Au nom de l'Unsa Éducation, nous réitérons notre demande d'un seuil critique de 24 lorsque le dédoublement se fait en co-enseignement dans une seule classe (soit 2 CP ou CE1 ou GS à 12). En faisant cela, de nombreuses ouvertures devraient être réalisées. Cela permettrait une vraie amélioration des conditions de travail des enseignant·es, et surtout pour leurs élèves d'éducation prioritaire. Avec l'accord du recrutement des listes complémentaires pour des « besoins » d'enseignants, il est possible d'avoir des ETP suffisants pour réaliser ces ouvertures ainsi que d'augmenter le potentiel de remplacement.**

Nous attendons par ailleurs, outre le Groupe de Travail Direction, avec les Organisation Syndicales, la mise en place effective du planning pour les remplacements de décharge de directions des écoles de 1 à 3 classes et leur fléchage. La tension de remplacement ne doit pas empêcher aux directrices et directeurs d'assurer leurs missions, qui plus est dans un contexte toujours plus dense administrativement et sanitaire parlant. Nous rappelons que la fin des contrats d'aide administrative en 2017 n'a pas facilité la tâche aux directeurs et directrices d'écoles, ainsi que des équipes. D'où l'importance de pérenniser ce planning afin d'améliorer les conditions de la fonction de ces directrices et directeurs.

Nous constatons toujours le manque cruel de mesures complémentaires autour des RASED, alors que la période complexe que nous avons vécue et que nous vivons apporte encore plus de charge de travail et d'importance à ces personnels. Il en va pourtant de la réussite des élèves, de la lutte contre les inégalités et des conditions de travail des équipes pédagogiques. **Du même ordre que les remplaçants dont nous demandons des postes supplémentaires par circonscriptions, cela devrait être une priorité de soutenir ces réseaux.**

Concernant les postes de CPC, seront-ils pourvus ?

La volonté de Madame la directrice académique de voir la carte scolaire sur plusieurs années et de manière globale est louable, mais, sans travail avec les représentants des personnels, cela pourrait diminuer la vision globale et les retours du terrain. C'est pourquoi l'UNSA

Éducation demande à y être associée, y compris dans le travail préparatoire, avec des représentants et experts de notre fédération. En effet, améliorer le fonctionnement du mouvement et des affectations, que ce soit de la phase principale, complémentaire ou des TRS , devrait être une priorité afin d'atténuer les difficultés des écoles, et des collègues en souffrance du fait d'affectation tardive ou compliquée en terme de service ou d'éloignement géographique.